

Office Fédéral de l'Energie
3003 Berne

A l'attention de
Madame Marianne Zünd
marianne.zuend@bfe.admin.ch
Genève, le 16 mars 2015

**CONCERNE : PRISE DE POSITION SUR LA LOI FEDERALE SUR LA TRANSFORMATION ET L'EXTENSION
DES RESEAUX (STRATEGIE RESEAUX)**

Cher Madame Zünd,

Par la présente, nous souhaiterions faire part à l'OFEN de notre prise de position concernant la loi fédérale sur la transformation et l'extension des réseaux (stratégie réseaux)

Qui sommes-nous ?

Nous représentons 4 groupements de grands consommateurs d'énergie à travers la Romandie, à savoir UIGEM pour Genève, FRIBEM pour Fribourg, NELEM pour Neuchâtel et enfin VALDEM pour Vaud.

Ces groupements représentent plus de huitante entreprises consommant quelques **500 GWh d'électricité par année**. Nous agissons en tant que **porte-parole** de nos membres sur des sujets tant au niveau technique que commercial, médiatique, réglementaire, juridique et bien évidemment politique. Nous siégeons ou avons régulièrement contact avec l'OFEN, l'AES, la commission consultative sur les questions énergétique (GE), la commission du standard énergétique (GE) et la commission énergétique d'économie Suisse.

Prises de position et mises en garde

En premier lieu, une généralité marquante nous manque dans cette loi, à savoir la question de la séparation juridique du réseau électrique concernant les activités de concurrence et en monopole (unbundling). Largement mis en avant dans notre prise de position concernant "la deuxième phase de l'ouverture" de l'électricité, nous remarquons que cette close n'apparaît nullement dans ce contexte de stratégie réseau, alors qu'elle est la clé de voûte d'un système enfin transparent.

Nous insistons donc sur le fait qu'il est urgent d'opérer une séparation juridique des activités de distribution en monopole des autres activités. Pour rappel, les avantages de cette séparation seraient les suivant :

- Indépendance des GRD vis-à-vis des fournisseurs électriques : mise en place de règles non discriminatoire pour l'accès au réseau ;
- Abolition de tout risque d'abus de position dominante : Augmentation de la concurrence, les fournisseurs historiques ne bénéficieront plus des bases de données GRD et d'autres outils partagés ;
- Augmentation de l'attractivité pour les investisseurs : diminution du risque sectoriel de l'activité réseau par rapport à celui d'une EAE. Par l'unbundling, les externalités négatives liées aux activités concurrentielles disparaissent. L'exemple de Swissgrid est très parlant. La mission de Swissgrid est d'assurer l'exploitation des réseaux THT en suisse. Cette activité permet d'assurer un rendement jugé sans risque pour les investisseurs (exemple des fonds de pension devenus propriétaires de Swissgrid) ;
- Amélioration des conditions cadres pour les consommateurs finaux : baisse des tarifs réseau à prévoir à court termes.

Nous soulignons également le fait que dans le future, une consolidation des exploitants de réseau est absolument nécessaire. Il est effectivement coûteux d'avoir plus de 700 distributeurs dans un territoire aussi petit que la Suisse. Nous estimons d'ailleurs qu'une société de distribution par région linguistique serait largement suffisante. Ces regroupements permettraient une utilisation efficiente des ressources et des moyens techniques, logistiques et humains.

La suite de nos propositions cible directement les articles :

1. Art. 15c – al. 1

En rapport au facteur de surcoût (de 3) entre la création d'une ligne aérienne et d'une ligne souterraine, ainsi que de l'obligation d'enfouir toute nouvelle ligne, nous souhaiterions vous mettre en garde concernant le risque d'explosion des coûts pour les consommateurs finaux. Effectivement, si ce point est défendable vis-à-vis des riverains des lignes électriques, nous la jugeons très coûteuse et techniquement très difficile.

2. Art. 9a – al. 1

Nous souhaiterions que la dénomination « autres acteurs concernés » mentionne spécifiquement les grands consommateurs d'électricité ou leur représentants.

3. Art. 9b – al. 1

Au vu de l'importance des investissements liés au plan de développement des réseaux, nous souhaiterions la création d'une commission ad hoc constituée de manière égalitaire de représentants des consommateurs et de représentants des GRD. Dans ce cas, cette

commission pourrait être arbitrée par l'ElCom. Elle aurait pour avantage de décharger de manière non négligeable la charge de travail de l'ElCom, mais apporterait une meilleure représentativité au niveau décisionnel.

4. Art. 9b – al. 2

Concernant ce point, nous préconisons les points suivants :

- A des fins de transparence et de performance des planifications, chacune d'elle se devrait d'être accompagnée par un calcul d'impact des investissements sur les tarifs, et ceux par niveau de réseau.
- Également à des fins de transparence, et s'agissant d'une activité monopolistique, nous sommes d'avis que plus aucun « secret d'affaires » sur les activités réseaux n'a de raison d'exister.
- Avec l'intégration des nouvelles énergies renouvelables (NER), nous nous attendons à l'arrivée de coûts excédentaires au niveau du réseau. Effectivement, ces nouvelles technologies, bien que productrices d'électricité, auront un impact important sur les coûts des infrastructures de transport. Nous préconisons donc, au niveau des subventions RPC apportées à ces projets, une priorisation sur les installations n'ayant pas ou peu d'impacts sur les réseaux existants, et de ce fait une priorisation sur les installations d'autoconsommation (comme le fait l'Allemagne depuis plusieurs années).
De plus, afin que les producteurs d'énergie (via des NER) prennent en considération la « problématique réseau », nous conseillons de considérer env. 50 % des coûts d'une installation NER comme coûts de production.

5. Art. 9c – al. 2

Afin d'éviter au maximum les distorsions de marché, nous conseillons de privilégier en priorité le développement des NER en fonction du besoin local et des structures réseau existantes.

6. Art. 9e – al. 1 & 2

Pour des raisons évidentes d'échanges d'information et de diminution de coûts d'exploitation, nous conseillons la création d'une plateforme de partage de compétence au niveau des GRD, incluant également les autres milieux concernés (tels les grands consommateurs).

Étant donné le nombre important de GRD présent sur le pays, tout mécanisme poussant ces derniers à des échanges réguliers sont favorable à une amélioration et une uniformisation des services fournis dans chaque région.

7. Art. 15 – al. 1

Le bénéfice d'exploitation approprié est défini par la rémunération des capitaux investi dans le réseau (WACC). Cette rémunération est fixée annuellement par le DETEC.

Afin de limiter l'explosion de ce WACC (et ainsi l'explosion des coûts du réseau), nous préconisons la solution d'un WACC couplé au rendement à 10 ans des obligations de la confédération. Selon nos estimations, ce WACC ne devrait pas non plus excéder d'environ 2 x le rendement de ces dernières obligations.

8. Art. 15 – al. 2 – point c

Nous souhaiterions supprimer ce dernier point. Effectivement, selon nous, le timbre ne doit pas être une source d'imposition.

9. Art. 20 – al. 1

Concernant les capacités de transport transfrontalières, nous soulignons l'importance d'une ouverture plus marquée aux fournisseurs étrangers, avec également une amélioration de la visibilité des prix sur les contrats à moyen termes, afin d'évaluer les coûts d'interconnexion sur un horizon de 3 ans minimum. Ceci afin d'anticiper les investissements dans les capacités d'interconnexion en vue de créer un marché unique UE de l'énergie électrique.

En vous souhaitant bonne réception de la présente et en restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions de croire, chère Madame Zünd, à l'assurance de notre parfaite considération.

Pour les groupements susmentionnés,

Yannick Corbalan, Loïc Viret